



Tony Vingerhoets/Alamy

Le trafic automobile
dans le nuage
de pollution de Pékin.

Le PIB, un outil périmé ?

La croissance du PIB a longtemps été vue comme la panacée.
Pourtant, cet indicateur peut se révéler limité et trompeur.
Des alternatives se développent depuis une trentaine d'années.

GAËTANE POISSONNIER

Journaliste.

Chaque trimestre, les chiffres de la croissance économique sont scrutés par les décideurs politiques et les acteurs économiques. Cette croissance correspond à l'évolution d'une année sur l'autre de la valeur des richesses (biens et services) produites dans le pays – ce qu'on appelle le produit intérieur brut (PIB). Plus elle est importante, plus les caisses de l'État se remplissent par le biais des impôts, et donc plus l'État dispose de marges de manœuvre pour financer les hôpitaux, les écoles, les tribunaux, les retraites et autres

aides sociales. La croissance apparaît donc souvent comme une panacée: «*C'est ce que vendaient autrefois les bonimenteurs de foire avec leur élixir de jouvence: le produit miracle qui cure tous les maux*», écrit Jean-Marc Jancovici, ingénieur polytechnicien spécialiste de la transition énergétique, dans un livre publié en 2015, *Dormez tranquilles jusqu'en 2100 et autres malentendus sur le climat et l'énergie*.

Une augmentation du PIB n'implique en effet pas nécessairement une amélioration de la qualité de vie de la population.

À court terme comme à plus long terme, selon les écologistes, une croissance infinie dans un monde aux ressources finies constitue une impasse. Consommer plus, c'est polluer plus, réchauffer plus, et courir encore plus vite à la catastrophe. Bref, la croissance serait l'ennemie de la transition écologique. Doit-on alors arrêter de scruter les chiffres du PIB ?

L'indicateur va bientôt fêter ses cent ans: il a été mis au point par l'économiste américain Simon Kuznets en 1931 pour évaluer l'ampleur des pertes subies par l'économie du pays pendant la grande dépression.

Auparavant, il n'existait que des agrégats disparates, mesurant ici et là tel cours boursier ou la production industrielle d'un secteur donné. Les travaux de la commission Kuznets ont permis d'aboutir à un instrument de mesure synthétique, bien plus lisible pour suivre l'état de l'économie d'un pays.

Dès 1934, l'économiste avait toutefois averti : « *Ceux qui demandent plus de croissance devraient préciser leur pensée : plus de croissance de quoi, et pour quoi ?* » Malgré sa mise en garde, le PIB s'est imposé comme l'indicateur roi. Il s'agit pourtant d'un indicateur quantitatif et non qualitatif : il ne tient pas compte de l'utilité sociale des biens produits. Que l'on construise des chars d'assaut ou des logements revient au même en termes de PIB. Il ne dit rien non plus de la répartition de la richesse créée : un surplus de croissance peut ne profiter qu'aux plus riches et se traduire par des inégalités accrues.

Des indicateurs de plus en plus affinés

Ainsi, la Chine, qui progresse année après année vers le rang de première économie mondiale, n'arrive qu'à la 85^e place en termes d'indicateur de développement humain (IDH), un outil mis au point en 1990 par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) afin de répondre à la principale critique adressée au PIB : il ne dit rien du niveau de bien-être des habitants d'un pays. Des pays comme l'Inde ou le Bangladesh, qui affichent des taux de croissance annuels à faire pâlir d'envie les dirigeants européens, se retrouvent encore plus bas au regard de cet indicateur alternatif, et aucune des dix premières économies mondiales ne se classe dans les dix premières de ce même indicateur.

L'IDH prend en compte le revenu moyen de la population, c'est-à-dire le PIB par habitant (en excluant les revenus les plus élevés, qui fausseraient la moyenne) mais aussi la santé (à travers l'espérance de vie) et l'éducation (grâce au taux d'alphabétisation et à la durée moyenne d'études). Il fait référence en matière d'indice de développement mais n'a pas remplacé le PIB et n'est pas

lui-même sans limites. Le Pnud l'a enrichi au fil des années : en 1995, les experts de l'Onu ont mis au point l'indicateur sexo-spécifique de développement humain (ISDH), qui intègre les inégalités entre les hommes et les femmes. En 2010, ils ont encore approfondi la prise en compte des inégalités avec l'indice de développement humain ajusté selon les inégalités (IDHI). L'IDH a les défauts de ses qualités : facilement compréhensible, il est aussi simplificateur. Sa grande réussite, c'est avant tout d'avoir installé dans le débat public l'idée

Le Bhoutan a inscrit dans sa constitution le « bonheur national brut ».

d'indicateurs alternatifs. Depuis, d'autres pistes ont émergé, avec des indicateurs de bien-être économique, de santé sociale ou de bonheur national, comme le poétique « bonheur national brut » que le petit royaume asiatique du Bhoutan a inscrit dans sa Constitution en 2008. Aucun ne se démarque vraiment.

En 2008, quelques mois avant l'éclatement de la crise financière, Nicolas Sarkozy, alors président de la République, installe une commission d'économistes afin de réfléchir à de meilleurs outils pour mesurer la performance économique, la qualité de la vie et le degré de développement durable de nos sociétés. Parmi eux, les Prix Nobel Joseph Stiglitz et Amartya Sen, celui-là même qui avait contribué à mettre au point l'IDH en 1990.

Dans son travail, la commission Sen-Stiglitz conclut notamment à la nécessité de distinguer le « bien-être présent » et « sa soutenabilité, c'est-à-dire (...) sa capacité à se maintenir dans le temps », en mettant en place une batterie d'indicateurs mesurant la dangerosité du changement clima-

tique ou l'épuisement des ressources. Une réflexion dans la lignée de celle sur les limites écologiques de la croissance élaborée dès 1972 par le célèbre rapport Meadows, « Les limites à la croissance (dans un monde fini) ». À l'époque, les auteurs concluaient déjà que si la croissance restait notre unique horizon, l'effondrement serait inévitable à cause de la pénurie des matières premières, de la fragilisation des écosystèmes ou d'une hausse insupportable de la pollution.

PIB vert

Des chercheurs de différents pays et institutions internationales ont, depuis, tenté de mettre en place un « PIB vert », c'est-à-dire un PIB corrigé de l'impact environnemental de la croissance. L'idée : déduire du PIB la valeur des biens naturels détruits ou endommagés dans l'année et, plus largement, toutes les dépenses qui servent à réparer les dégâts causés par notre modèle de croissance. Mais des désaccords profonds dans le calcul de ces « dépenses réparatrices » et de la destruction du patrimoine naturel fragilisent ces indicateurs. Certains chercheurs aboutissent à un PIB vert qui augmente d'année en année, simplement plus lentement que le PIB classique. D'autres, en revanche, comme J.-M. Jancovici, estiment que les dégâts causés par la croissance sont tellement lourds et irréversibles que le véritable PIB vert diminuerait depuis plusieurs années. Si ces indicateurs alternatifs sont si divers et peinent à s'imposer, c'est que le choix des variables qui les composent est politique. Qu'est-ce qui, de la production, de l'éducation, des inégalités ou de la protection de l'environnement, compte le plus pour mesurer l'avancement d'un pays ? La richesse est-elle plutôt faite de consommation, de santé, de bonheur ou de longévité ? « *La question des indicateurs de richesse est un enjeu citoyen* », écrivent les économistes Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice dans un ouvrage sur la question, *Les Nouveaux Indicateurs de richesse* (2016). Ils regrettent que ces débats soient pour l'instant restreints aux cercles d'experts et défendent leur ouverture à l'ensemble de la population. ■